

Jedi, 8 Avril 1880

SOMMAIRE

LIBÉRAUX ANGLAIS ET CANADIENS.
EUS DE JOUR.
CHAMBRE DES COMMUNES.
LE CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.
SE VIEUX TRAVAIL. PONDOR.
A TRAVERS OTTAWA.
FERRILLON—LA ROUTE DE L'ANNE. Raoul de Navery.
MARCHÉS D'OTTAWA.
MARCHÉS ÉTRANGERS.

LIBÉRAUX ANGLAIS ET CANADIENS

Le résultat des élections anglaises a causé un moment de bonheur à certains libéraux canadiens, qui s'imaginent que cet événement peut influencer sur la position respective des partis en ce pays et dans un sens favorable au parti libéral. Nos adversaires sont dans une telle dévotion que nous révoquerions volontiers leur enlever cette illusion qui est propre à adoucir leur triste sort et à les consoler un peu, s'ils ne mettaient dans la manifestation de leur fausse joie ce ton outrecuidant, cet esprit déloyal et anti-patriotique, qui caractérise trop souvent leur conduite.

En vérité, le seul sentiment que la victoire des libéraux anglais peut légitimement inspirer à nos libéraux canadiens, c'est celui de l'envie. En comparant leur position et leurs succès à la position et aux succès de leurs congénères de la métropole, ils ont raison de se sentir humiliés et de soupirer après la chance qui leur fuit si obstinément des libéraux anglais. Quant à croire que la fortune de celui-ci doit produire des conséquences pratiques qu'ils puissent mettre à profit sur notre scène coloniale, c'est une pure déception dont ils ne tarderont pas à mesurer toute l'étendue.

Les oscillations de la politique anglaise n'affectent pas et ne sauraient affecter l'existence des partis au Canada. L'expérience du passé prouve cette vérité. Bien loin de montrer l'existence d'une corrélation entre les organisations politiques de même nom dans les deux pays, la métropole et la colonie, les faits portent à voir au contraire une espèce d'antipathie entre ces organisations, les libéraux canadiens arrivant et se maintenant plutôt à l'avant en temps de domination conservatrice en Angleterre et vice-versa.

Il est vrai que les élections actuelles sont arrivées dans un moment où nos relations avec le gouvernement impérial tendent à devenir plus intimes et plus importantes. Et c'est précisément ce qui donne lieu aux calculs erronés de nos libéraux.

Il a été dit que le gouvernement canadien avait réussi après beaucoup d'efforts à obtenir du ministre conservateur anglais la promesse de venir en aide pécuniairement à l'entreprise du Pacifique. Le revirement électoral qui détermine la chute du cabinet Beaconsfield pourrait peut-être, dans leur opinion, entraîner aussi la ruine du projet. Eh bien, le croirait-on, c'est cette perspective qui cause la réjouissance de nos adversaires. Leur calcul est bien simple. Le gouvernement libéral anglais, se disent-ils, refusera d'entrer dans les vues de lord Beaconsfield et de nous venir en aide, et il en résultera pour le gouvernement conservateur d'Ottawa et pour sa politique des embarras qui feront nos petites affaires. C'est ainsi que ces gens entendent le patriotisme, et comprennent l'opposition loyale, celle qui consiste à toujours subordonner les intérêts du pays tout en combattant le pouvoir régnant. Ils voient dans le changement qui s'opère en Angleterre un malheur possible pour le gouvernement. Ils ne considèrent pas même que ce malheur serait plutôt celui du pays que celui du parti conservateur, puisque ce serait la confédération qui souffrirait de l'échec infligé à la politique canadienne. Ils n'envisagent que le profit que leur parti pourrait en retirer, et se moquent du reste. Et ce sentiment dont ils devraient rougir, ils l'étaient publiquement dans leurs journaux et leurs discours.

Le jour de la défaite décisive du cabinet Beaconsfield, une dépêche circulaire était envoyée de Toronto à la presse amie annonçant que les libéraux de cette ville étaient en liesse et prévoyaient que la chute du gouvernement impérial aurait des effets désastreux pour la politique du Pacifique.

Leur malhonnêteté cependant a trouvé son retard sur ce point. Cette fois, dans le temps même où les griffes fanatiques se réjouissaient de la perte morale que le gouvernement venait de subir, selon eux, en Angleterre, celui-ci recevait l'adhésion puissante du Globe pour cette même politique de chemins de fer qu'ils espéraient voir sombrer.

Il est inutile d'ajouter que toutes ces affirmations de la presse libérale sont absolument fantaisistes et ne reposent sur aucune donnée raisonnable. Ce sont de simples conjectures. Il n'est rien moins qu'établi que le changement de cabinet en Angleterre doive influencer sur nos relations avec la métropole ou dérangier la combinaison de nos ministres. Si nos adversaires basent leurs petits calculs sur une antipathie qu'ils supposent exister entre nos chefs et les chefs libéraux anglais, il prennent leurs désirs pour des réalités et se trompent entièrement. De fait, nos ministres ont droit d'attendre toute bonne volonté de la part des nouveaux ministres impériaux avec plusieurs desquels sir John Macdonald, en particulier, est en relations d'amitié; aucun, en tous cas, ne songe à assimiler le parti conservateur canadien au parti conservateur anglais pour les confondre dans une même hostilité.

ECHOS DU JOUR

Remises à demain plusieurs correspondances, à cause de l'abondance des matières.

M. le juge Routhier ne pourra pas, pour des raisons imprévues, donner à l'Institut la conférence promise. Ce n'est que partie remise.

Sir John et lady Macdonald ont donné, hier soir, un grand dîner à Stadacona Hall; plusieurs députés et leurs femmes y avaient été invités.

Ce soir, grande représentation dramatique à Rideau Hall. Son Altesse Royale la princesse Louise assistait à la représentation donnée mardi. Elle n'est pas encore parfaitement rétablie de sa maladie, qui a été beaucoup plus sérieuse qu'on ne l'a dit.

Nous publions aujourd'hui une traduction de l'article si significatif du Globe au sujet du chemin de fer du Pacifique. Si long qu'il soit, nous lui donnons place à cause de son importance exceptionnelle. Il était difficile pour un journal adverse au gouvernement de mieux justifier, presque en tous points, sa politique concernant notre chemin de fer transcontinental.

Le retour de la Reine en Angleterre est annoncé pour le 15. Sa Majesté a décidé d'abréger son voyage sur le continent, dit le télégraphe, à cause du grand événement des élections. Ce qui prouve que cet événement a trompé aussi les prévisions de la souveraine. Il est évident que la reine ne s'attendait pas d'avoir à changer de ministres à la suite des élections, puisque son absence devait être prolongée. Lord Beaconsfield serait anxieux de pouvoir résigner au plus tôt.

Nous traduisons du Mail: Dans le débat sur le tarif, sir Albert Smith a été rebattu par M. Tassé. Le député d'Ottawa s'est exprimé en anglais avec beaucoup de force et de talent, et son discours, quoique prononcé à une heure avancée, a été accueilli avec une attention parfaite, même par les chefs de l'opposition. Il a abordé plusieurs sujets qui se rattachent à la politique nationale. Il n'a pas craint de attaquer aux arguments de M. Mackenzie et de sir Richard Cartwright. Il était naturel qu'il parlât de la condition du commerce de bois dans lequel se trouve si profondément intéressée la ville qu'il représente. Il a accusé le parti libéral d'avoir, dans la dernière campagne d'Ottawa, fait une nouvelle croisade contre une prétendue « domination française ». Le Globe s'est moqué des Canadiens-Français d'une façon systématique durant toute la campagne. M. Tassé lui dit de se retirer dans la province de Québec. Il demanda à MM. Laurier et Casgrain de dire à la Chambre ce qu'ils pensaient des attaques de leur principal organe contre la race à laquelle ils appartiennent. Il mentionna aussi le chemin de fer du Pacifique, démontrant que l'opposition s'est engagée à en assurer la construction. Il lut un passage très significatif d'un discours prononcé par M. Blake, au mois de mai dernier, dans lequel il dit que tant « que notre propre expérience n'aura pas été ajoutée à l'expérience des autres pays, il ne serait pas sage de renverser la politique nationale. » Il termina par une éloquentة péroraison qui fut chaleureusement applaudie. C'était vraiment un excellent discours.

CHAMBRE DES COMMUNES

L'orateur prend son siège à trois heures.
Après les affaires de routine.
M. McLeod présente des pétitions contre le bill légalisant le mariage entre beau-frère et belle-sœur.
M. Mackenzie présente une pétition de M. H. N. Jarvis, ancien employé du bureau de poste de London, exposant qu'il avait été maltraité et demandant justice.
M. Langevin présente le treizième rapport du comité des canaux et chemins de fer.

En réponse à M. Domville, Sir John Macdonald répond que deux bataillons de Montréal et la batterie d'artillerie volontaire de la ville prendraient part à la revue du 24 mai à Québec; qu'on choisirait également un bataillon dans les cantons de l'Est, un autre dans le Nouveau-Brunswick et un troisième dans Ontario. Le gouvernement accordera une certaine somme pour ce déplacement de troupes, mais il ne peut donner encore d'une façon précise le nom de tous les

bataillons qui seront choisis pour être envoyés à Québec.
En réponse à M. Larue, M. Langevin dit que le contrat pour le transport des malles entre Lévis et Saint-Joseph de la Beauce et les stations intermédiaires, dévolu à L. Roy, de Lévis, a été annulé, parce qu'il avait été accordé sans que les annonces obligatoires aient été publiées.
En réponse à M. Stephenson, Sir John dit qu'il y a en Angleterre des agents d'immigration et que le gouvernement n'avait pas l'intention de nommer des agents spéciaux pour attirer l'émigration des cultivateurs.
En réponse à M. Costigan, M. Langevin dit que le gouvernement sera disposé à payer sa quote part des dépenses que nécessiterait la construction de pontons flottants sur la rivière Saint-Jean, lorsque le Congrès aura pris la question sous considération. (Rires.)
M. Drew fait motion pour obtenir copie des arrêtés du conseil concernant les cinq cents acres de terre autour du Fort Garry (en haut) qui ont été substitués aux dix acres primitivement octroyés à la compagnie de la Baie d'Hudson, aux termes de l'acte de cession de son territoire au Canada.—Motion adoptée.

M. Cockburn fait motion pour obtenir copie de tous les actes de concession, hauts ou conventions intervenus entre le ministère de la marine et des pêcheries, ou aucuns de ses officiers, et toutes personnes possédant ou occupant des terres, baies et marais, dans la partie du pays située sur la rive nord de l'Ottawa, entre la cité d'Ottawa et Grenville.
M. Wright seconde la motion, disant que dans le cours de l'été il a reçu beaucoup de plaintes. Il dit que certains officiers du département de la marine et des pêcheries abusent de leurs pouvoirs et qu'ils ont employé pour des fins personnelles la police du gouvernement.

M. Patterson (Essex) lit une lettre de M. Wicher au ministre de la marine dans laquelle il explique et défend sa conduite.
M. Cockburn—Les règlements de la chambre ne permettent pas la séance d'être ouverte à une date antérieure à une motion.
Après quelque discussion, la motion est adoptée avec amendements.
Sir John A. Macdonald fait motion pour obtenir la production d'un rapport montrant le bois acheté pour le chemin de fer intercolonial depuis 1874 jusqu'à 1880.
Motion adoptée.

M. Rochester fait motion pour obtenir la nomination d'un comité chargé de s'enquérir de certaines accusations portées par M. Rochester, député de Carleton, contre le chef de la chambre, l'honorable R. W. Scott, sénateur, et occupant alors la charge de secrétaire d'Etat, pour avoir pris part à la dernière élection d'un membre pour représenter la Chambre des communes.
M. Mackenzie seconde la motion et M. Rochester répond à ses objections.
A 6 heures, l'Orateur quitte le fauteuil.

SEANCE DU SOIR
M. Ritchey reprend le débat sur la motion de M. Macdonnell (Inverness) demandant que la chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions déclarant que les pêcheries de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard ont chacune les mêmes droits que Terre-Neuve à une part de l'indemnité des pêcheries octroyée au gouvernement canadien.
M. Ritchey parle longuement sur la motion.
Sir John Macdonald prend ensuite la parole et après avoir réfuté les arguments de l'honorable député, présente l'amendement suivant:
« Qu'en vertu de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, les règlements qui régissent les pêcheries des côtes et des eaux intérieures du Canada, sont du ressort du gouvernement et du Parlement du Canada, vu que la responsabilité et le devoir de faire des règlements concernant les pêcheries et de les protéger incombent à ce gouvernement. En conséquence, le gouvernement fédéral et la législature de ce pays a ainsi dépensé des sommes considérables; que, constitutionnellement parlant, cette responsabilité ne peut être ni amoindrie ni transportée à une autre province, et que s'il en était ainsi, ce transport serait nuisible aux intérêts des provinces plus directement intéressées dans le développement des pêcheries et que légalement et financièrement parlant elles ne pourraient suffire à leur protection; que le devoir de garder et de protéger les pêcheries imposera, dans l'avenir, de grandes dépenses au Canada; que ces dépenses et les avantages qu'on en retirera sont corrélatifs et que la part de l'indemnité payée, au Canada appartient constitutionnellement et de droit à la Confédération ».

MM. McIsaac, Ogden, Brecken, Mutart, Robertson (Sheburn), Macdonald (île du Prince-Edouard), Kaulback, Hackett et Macdonald (Picton) prennent part à la discussion.
A 4 h 10 m. les votes sont pris et l'amendement est adopté sur une division de 136 pour et 30 contre.
La chambre s'ajourne à 4 h 25. m

Le R. P. Lefebvre, supérieur du collège de Memramcook et supérieur provincial, le R. P. Gastin, maître des novices et supérieur du collège de la Côte des Neiges, le R. P. Georiton, supérieur du collège Saint-Laurent, le R. P. Sosthènes, économiste du collège Saint-Laurent, et le R. P. Léonard, du collège Saint-Césaire, tous de la congrégation de Sainte-Croix, sont partis pour l'Europe. Ils se rendent à Paris pour assister au chapitre général de la Congrégation qui doit se réunir le 18 courant.

LE CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE

(Traduction du Globe.)

Le triste personnage qui s'est constitué professeur de nationalité assistés élèves que la construction du Pacifique plongera le pays dans un océan de ruines. Comme il affirme continuellement que la confédération ne peut et ne doit exister, on peut dire en toute assurance qu'il s'oppose au chemin parce qu'il unirait les provinces, politiquement et commercialement parlant. Le sentiment national qu'il veut inculquer seront de nature à détourner les efforts des Canadiens tendant à fonder une nation et à les engager à chercher un nouveau lien politique garanti par des visionnaires salariés. En somme, il s'adresse aux habitants du Canada comme s'ils étaient une race de pour-casseurs politiques, prêts à obéir à la première voix qui les invite à s'approcher d'une auge bien remplie.

Évidemment que beaucoup considèrent le Canada comme leur pays et ne pensent pas plus à l'abandonner aux Etats-Unis que les Français et les Allemands ne songent à mettre leur territoire sous la domination étrangère. C'est pourquoi les protestations d'un annexionniste contre la construction de ce chemin de fer ne forment que la détermination que les Canadiens avaient déjà prise de construire la ligne avec autant de rapidité que pourrait le permettre une sage administration des finances du pays. L'homme qui a entrepris d'établir une union avec les Etats-Unis n'est pas un homme qui ne songe pas à la construction du chemin de fer du Nord-Ouest (qui doit être véritablement incorporé au Canada). Si cette ligne est exacte pour cette partie du chemin, elle s'applique également à la section de la Colombie Britannique, et comme les Canadiens désirent véritablement que le Nord-Ouest et la Colombie-Anglaise soient « unis au Canada » ils tiennent à construire tôt ou tard le chemin de fer promis. Le désir d'obtenir les délais les plus longs pour l'achèvement de la ligne, n'implique pas la volonté de son abandon, car elle a pour objet principal le maintien de l'union entre les provinces.

Chacun reconnaît que les plaines du Nord-Ouest sont excessivement fertiles et que leur culture peut faire vivre une population deux fois plus nombreuse que celle des Etats-Unis. On admet aussi qu'un chemin de fer de Selkirk aux Montagnes Rocheuses ouvrirait le pays si rapidement que dans quelques années la ligne rapporterait des bénéfices assez considérables pour être considérée comme entreprise commerciale. On n'a rien à gagner en activant sa construction de manière à lui faire devancer le mouvement de colonisation qui se jette continuellement vers l'ouest, en suivant le tracé du chemin, mais pervertir le sens de la construction de ce chemin ne rapportera pas de grands bénéfices au pays. Elle aura une étendue de 900 milles, c'est-à-dire qu'elle représentera plus d'un tiers de toute la longueur du chemin de fer du Pacifique.

Une autre partie du chemin qui est presque terminée, et contre laquelle il n'a pas été dit qu'il ne pouvait être fait d'objections, est l'embranchement de la baie du Tonnerre, qui représente une longueur de 404 milles. Non-seulement il fournira une route, jus-qu'aux prairies du Nord-Ouest, mais encore il constituera la voie la plus courte par laquelle les produits des plaines pourront être transportés vers la mer. Chicago doit sa prospérité à un territoire plus petit que celui qui alimentera Fort William, et Duluth compte à bon droit devenir un grand entrepôt commercial. L'importance de ce chemin de fer est évidente; elles sont situées sur des points qui permettent aux districts agricoles d'atteindre les eaux navigables par des routes très courtes.

Fort William a un avantage naturel sur Chicago et Duluth, à cause de sa grande proximité d'un district plus fertile que ceux qui les alimentent. Mais on ne peut entreprendre l'entreprise de la baie du Tonnerre est une entreprise avantageuse, en même temps qu'une nécessité commerciale. Si les annexionnistes triomphent demain, cette section sera promptement achevée pour les besoins du commerce et l'on en aurait fait un spéculateur au Canada était entré dans la république américaine depuis des années. Ainsi donc nous voyons que nous ne pouvons pas parler comme d'une brillante entreprise commerciale de la construction des 1300 milles de chemin de fer du Pacifique, de la baie du Tonnerre aux Montagnes Rocheuses. L'embranchement de la baie du Tonnerre, 404 milles, sera terminé, sans rencontrer d'objections d'aucune part, en 1883, et chacun admet que la construction des 900 milles, de Selkirk aux Montagnes Rocheuses, doit être poussée avec la rapidité que demanderont les circonstances, afin de favoriser la colonisation. Ce n'est pas trop préjuger que de dire qu'il y aura une population d'un million d'habitants dans le Nord-Ouest, lorsque ces 1,300 milles seront terminés.

Mais admettons qu'il n'y ait alors que 500,000 habitants dans le Nord-Ouest. Si elles contribuent au trésor dans la même proportion que la population des autres provinces, elles augmentent le revenu de \$3,000,000 par année. Les 1300 milles de chemin de fer une fois achevés et en état d'exploitation, ne coûteront pas plus de \$50,000,000. Cette somme représente le paiement d'un intérêt annuel de \$1,200,000; il restera donc à l'actif \$1,800,000. Une partie de ce montant sera naturellement consacré aux dépenses du gouvernement et à l'exploitation, ne coûteront pas plus de \$50,000,000 par année, mais malgré cela il est facile de se rendre compte que le pays n'a rien à perdre en prolongeant dans

un bref délai le chemin de fer jus-qu'aux Montagnes Rocheuses.
Arrivons maintenant à la section du lac Supérieur dont la construction est certainement une nécessité politique, mais qui n'est pas essentielle jusqu'à ce que la ligne des Prairies soit terminée et réunie à la baie du Tonnerre. Il est raisonnable de supposer, comme nous l'avons démontré, qu'une population d'un million et demi occupera les plaines lorsque le chemin de fer du Pacifique aitindra les Montagnes Rocheuses. Chaque famille se rendant ensuite dans ce district contribuera à augmenter la quantité des produits se prêtant à l'importation. La population des Etats-Unis a doublé dans l'espace de vingt-cinq ans; dans certains territoires de l'ouest, elle a doublé en dix ans. La population du Nord-Ouest canadien sera certainement accrue par l'émigration et elle se multipliera rapidement. Lorsque la ligne conduisant jus-qu'aux Montagnes Rocheuses sera achevée, il sera opportun de pousser activement la construction du chemin de fer du lac Supérieur, du terminus de la ligne principale du Pacifique, jusqu'à Fort William, sur une longueur de 620 milles et, lorsqu'elle sera terminée, elle constituera pour le trafic canadien et pour une partie considérable du nord-ouest américain la ligne de chemin de fer la plus courte, sans transbordement, jusqu'au bord de la mer. Cette ligne ne sera pas nécessaire avant que les Prairies soient ouvertes par le chemin allant jusqu'aux Montagnes Rocheuses. Après cela la ligne pourra sans contredit être considérée comme un chemin commercial, dont les ressources augmentent d'année en année et qui deviendra à un moment donné une propriété très rentable.

Nous constatons donc que pas moins de 1,924 milles du chemin de fer du Pacifique, peuvent être considérés comme entreprise commerciale. Ajouter que c'est une entreprise nationale, c'est là, sans doute, selon ses avantages, un grand avantage pour le pays. Lorsque le chemin s'étendra du terminus de l'est jus-qu'aux Montagnes Rocheuses, on peut dire sans hésitation que la population du Nord-Ouest sera assez nombreuse pour contribuer aux revenus du Canada dans une proportion assez forte pour que l'intérêt de l'emprunt pour lequel les provinces plus anciennes ont engagé leur crédit.

Nous ne nous sommes pas occupés de la vente des terrains, qui, étant bien conduite, produira chaque année des revenus considérables, qui ne feront qu'augmenter. La rapidité avec laquelle le chemin se prolonge jusqu'aux Montagnes Rocheuses, sera construite, démontre l'émigration que nous recevrons, et pour l'attirer il faut adopter au sujet des terres publiques, une politique qui ne favorisera pas la colonisation. Les règlements actuels, relatifs aux terres, sont de nature à éloigner beaucoup d'émigrants du pays.

Il ne reste plus à s'occuper maintenant que de la section de la Colombie Britannique, au sujet de laquelle il existe une différence d'opinion, entre les Canadiens dévoués à leur pays, qui désirent le maintien de la Confédération. Les deux partis se sont engagés à la terminer, sans se trouver liés cependant par la promesse de sir John de l'achever en dix ans. La question peut se poser ainsi: « A quelle époque sera-t-il opportun de construire la ligne reliant les prairies et les provinces de l'est avec l'Océan Pacifique? » Ce serait une folie insigne que de construire la ligne entière, à travers les montagnes, avant que le chemin de fer ne soit poussé jusqu'aux Montagnes Rocheuses, sans promesse de peupler la Colombie Anglaise assez rapidement pour que ses habitants puissent payer l'intérêt sur le coût du chemin de fer à partir de l'époque de son achèvement, il faudrait commencer l'entreprise et la pousser avec toute l'activité possible. Mais on ne peut entreprendre cet espoir avant que la ligne soit construite graduellement.

On peut dire sans hésitation que toutes les sections, à l'exception de celle de la Colombie-Anglaise, donneront à un moment donné des bénéfices, lors même que cette section ne sera pas construite. Nous avons montré l'intérêt de pousser le chemin jusqu'aux Montagnes Rocheuses, aussi promptement que le demandent les intérêts de la colonisation. Mais il est évident qu'une ligne qui raccourcit de 700 milles la distance entre l'Europe et la Chine accapara dans une certaine mesure le trafic direct, sans que la section de la Colombie-Anglaise soit terminée; — on pourra donc alors mettre au crédit de cette section les bénéfices que réalisera ce trafic.

Toutefois, il n'y a pas de trafic direct possible, avant que la section du lac Supérieur soit construite; ainsi donc il y aurait de la folie à entreprendre la ligne des montagnes avant celle du lac Supérieur. Mais il faut aussi envisager la question à un point de vue politique. La Colombie Anglaise se trouve dans une situation qui ne peut que lui être favorable. Développer les ressources de la province, en attendant l'achèvement du chemin de fer du Pacifique, n'est pas un désir déraisonnable. Il y a de riches terrains le long du lac et des rivières de la section en voie de projet, de Yale à Kamloops. Cette partie de la ligne coûtera peut-être \$12,000,000 lorsqu'elle sera en voie d'exploitation et il est question de l'achever en cinq ans. On demande au Canada de dépenser \$2,400,000 par année pour coloniser en même temps que contenir la Colombie-Anglaise. L'intérêt sur cette somme sera de \$480,000 la première année et de \$480,000 la dernière année et les

années suivantes. Ainsi donc, tout compte fait, on aurait à payer une somme considérable pour une section de chemin de fer qui, tout en n'étant pas encore nécessaire aux anciennes provinces, doit être construite à un moment donné au fur et à mesure de l'augmentation de la population de la province du Pacifique.
Si 100,000 émigrants se fixent dans la Colombie Anglaise durant la construction du chemin, — et tout fait croire que d'ici à peu d'années l'immigration sera portée à ce chiffre, — le gouvernement recevra un revenu qui paiera l'intérêt des déboursés.
Chose très importante à considérer, c'est que la population de la province du Pacifique pourrait s'élever contre l'abandon total de la ligne et elle amènerait peut-être la rupture des liens de la confédération, en demandant à grand cri la sécession. Nous nous opposons fortement au projet d'achever immédiatement la totalité de la section de la Colombie Anglaise; mais dans l'intérêt même du Canada, il ne faut pas oublier qu'on ne doit pas retarder plus longtemps la construction de la partie nécessaire pour contenir la province et pour développer en même temps ses ressources.

La situation financière est telle qu'on peut raisonnablement demander à la Colombie Anglaise d'attendre un temps raisonnable avant le commencement de la section de Kamloops. Jusqu'à ce qu'on ait pu rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, la population des anciennes provinces verra avec répugnance un nouvel emprunt, et la Colombie Anglaise agira sagement en n'attendant pas encore un peu avec patience.
La taxe énorme imposée sur le peuple devra produire un revenu plus considérable que celui de l'année précédente; lorsque le moment sera venu, il sera temps de s'occuper de la ligne de Yale à Kamloops. Quant au reste de la section de la Colombie Anglaise, il ne devra pas en être question jusqu'à ce que la ligne, au nord du lac Supérieur, soit entreprise. Le Canada, en accordant à la Colombie Anglaise une partie de ses demandes, obtiendra facilement les délais raisonnables, et nécessaires pour la construction de la plus grande partie de la ligne des montagnes.

L'écrivain annexionniste, auquel nous faisons allusion au commencement de cet article, ainsi que l'organe qui l'inspire, s'efforcent de persuader à la population que le chemin, dans son entier, est une entreprise politique et « impériale ». Beaucoup ne considèrent pas comme un obstacle à l'entreprise, l'assertion qu'elle peut être utile à l'empire. Mais si demain le Canada formait une nationalité indépendante, la ligne ne serait plus nécessaire pour unir les différentes parties de la confédération.

Nous avons montré qu'une étendue de 1,924 milles de chemin de fer était nécessaire dans les intérêts du commerce du Nord-Ouest et des anciennes provinces. Du reste, la ligne seulement, qui entraîne une dépense de \$35,000,000 ne peut dire que c'est en grande partie une entreprise « politique ». Le coût en sera payé par la vente des terres incultes du Nord-Ouest, et ne le serait pas que la population n'aurait sans hésiter \$1,400,000 par année dans le but d'établir un lien entre les différentes parties de la confédération et d'établir un port de mer sur l'Océan Pacifique au moyen duquel les produits des plaines pourraient s'écouler durant les mois d'hiver. Le canal de Panama mettra Barançale en position de faire le commerce avec le monde entier.

L'économie est désirable. Il y aurait folie à terminer d'un seul coup le chemin de fer du Pacifique. Il serait excessivement coûteux de le mettre en opération dans un pays entièrement sauvage. Mais en somme, il n'augmentera l'intérêt de la dette publique que de \$4,000,000 par année et il faudrait être bien inconsideré pour prétendre qu'avant que la ligne soit terminée le trésor du Canada ne retirera pas deux fois cette somme, grâce à l'augmentation de la population, dû à l'emplacement des émigrants qui ne se fixeraient pas dans le pays si le chemin de fer n'était bâti.

Avant peu d'années, le capital emprunté pour sa construction retournera dans le trésor au moyen de la vente des terres. Le gouvernement doit pousser les travaux avec vigueur, mais non avec une précipitation qui ferait peser de nouveaux fardeaux sur le peuple.

CHAPEAUX DE SOIE.
Les nouvelles modes de chapeaux pour le printemps sont prêtes. Ces chapeaux font bien, sont très légers et conviennent à presque toutes les figures.
R. J. DEVLIN
UN MAGNIFIQUE ASSORTIMENT de
Fatacée, Porcelaine, Ferrerie et Lampes
A TRES-BAS PRIX.
Épargnez votre argent en venant voir nos marchandises.
Huile de Charbon Canadienne non-Explosive, 25 centimes le gallon, Mesure Impériale.
CHATFIELD,
92, RUE RIDEAU.

SERVICE A THÉ
RN
PORCELAINE,
(44 morceaux)
\$5.00
C. S. Shaw & Cie
IMPORTATEURS
63 rue Sparks

BEAUX CHAPEAUX!
DE
FEUTRE!
POUR
50 et 75 cents
CHEZ

H. L. COTE,
128 Rue Rideau
Pres de la rue Nicholas
HOTEL MONTREAL
TENU PAR
NICH. COAILLER alias NAVION
COIN DES RUES
Wellington et Bridge, Hull
Brandy et cigares de premier choix, et table de première classe. Chevaux et voitures de toutes sortes à volonté.
Les personnes qui visitent Hull en touristes ou pour affaires, font bien de descendre à cet hôtel, où elles trouveront tout le confort désirable.
19 février 1880.

EDUCATION
CLASSE PRIVEE DU JOUR ET DU SOIR
Pour les Jeunes Gens
La tenue des Livres, l'Arithmétique, la Calligraphie, la correspondance Commerciale et la Grammaire sont enseignées en anglais et en français par un professeur compétent.
Le Latin et le Français sont extra.
On recevra un certain nombre de pensionnaires.
Pour plus d'informations, s'adresser au professeur, à sa résidence, No. 19 rue Murray
J.-B. LEFEBVRE, Professeur

Ed. O'LEARY,
MARCHAND TAILLEUR
ET
Fournisseur des Messieurs
Un bon assortiment de
TWEEDS
Pour
L'AUTOMNE ET L'HIVER
A des prix qui conviennent à toutes les bourses.
Ottawa, 10 Nov., 1879. tan

EUGENE ROBITAILLE
HORLOGER ET BIJOUTIER
PRATIQUE.
Fait aussi les
OUVRAGES EN CHEVEUX.
Dortures et plaqués de toutes sortes, AU PLUS BAS PRIX.
45, Rue RIDEAU, Block Egleson.
Ottawa, 11 sept. 1879. tan

Novel Atelier
Photographie ue
140 Rue Sparks,
(austrifolios JARVIS)
12 PHOTOGRAPHIES pour \$1
DORION & DELORNE
Propriétaires
Ottawa, 3 déc., 1879.

NOUVEAUTÉS!

NOUVEAUTÉS!!

Rubans, Pompadour

Étoffes à Robes, Pompadour

SOIE, BROCATELLE,

Kearns & Ryan

Nos. 98 et 100 Rue Sparks

SERVICE TELEGRAPHIQUE

CANADA

Revue de Québec—Mort de M. Marshall

Québec, 7.—Le nommé Wm Garvick, ouvrier de navire, demeurant rue Champlain, s'est coupé la gorge avec un rasoir, dans un accès passager d'aliénation mentale. Le défunt est natif d'Angleterre.

Voici les noms des troupes qui figureront à la grande revue qui sera passée à Québec, le 24 mai, en présence de Son Excellence le gouverneur-général, de la princesse Louise et des deux fils du prince de Galles : L'escadron des Hussards royaux, le 8e carabiniers royaux, le 9e bataillon de la batterie de campagne, formant en tout 800 hommes ; la batterie B de Québec et la batterie A de Kingston, formant en tout environ 350 h ; l'infanterie ; 2 bataillons ; Prince of Wales Rifles, Victoria Field Battery, et la cavalerie de Montréal, formant 2,000 hommes ; les dragons de la princesse Louise, d'Ottawa, formant environ 30 hommes et les gardes du gouverneur-général, au nombre de 400 ; les "Queen's Own" de Toronto au nombre de 600 y assisteront probablement ainsi que les Cadets de Kingston.

Montréal, 7.—Mme Young, sœur de M. J. M. Young, marchand de grains, est morte subitement après avoir subi une opération qu'on lui avait pratiquée dans la gorge.

M. Marion, de la société Hart et Marion, qui s'est enfui il y a quelque temps, laissant un passif considérable, s'est réfugié au Texas.

Perth, 7.—Un homme aux allures criminelles, le nommé Mitchell, accusé du meurtre de Nest, commis le 25 novembre 1879, a subi son procès et a été trouvé coupable d'homicide. Il a été condamné à dix ans de détention au pénitencier.

Halifax, 7.—Le juge Marshall, bien connu non seulement au Canada, mais encore aux États-Unis et en Angleterre, est mort ce matin à l'âge avancé de 94 ans. Il était généralement aimé et sa mémoire sera également respectée des deux côtés de l'Atlantique.

Saint-Jean, N. B. 7.—Les ouvriers travaillant dans les manufactures de vêtements se sont mis en grève ; ils demandent que leur salaire de \$1.50 par jour soit porté à \$2. Les fabricants refusent de faire droit à leurs prétentions.

Il y a eu cette après-midi un violent orage ; ce soir il fait un froid intense.

EUROPE

Le retour de la Reine—Mourtes et pillage—Manifeste de prince Napoléon—Régiment de Bismarck.

Londres, 7.—La Reine quittera Bude, le 15 avril, pour retourner en Angleterre.

Gladstone écrit au News pour protester contre la démonstration que les libéraux préparent à son honneur, à l'occasion de son retour à Londres.

Lord Hartington, dans un discours qu'il a prononcé hier à Leicester, dit que l'Angleterre ne pouvait se retirer de l'Afghanistan, que lorsque l'ordre serait rétabli.

Londres, 7.—Une lettre d'Alleppe, en date du 18 mars, dit qu'à la suite de la famine 2,000 Kourdes sont descendus des montagnes et ont pillé la ville de Masden, dans la Turquie d'Asie, et ont massacré des prêtres, des sœurs et plusieurs marchands européens.

Une dépêche de Constantinople dit que la Porte a interrompu les travaux du colonel Valentine Baker en Asie Mineure.

Londres, 7.—Le très honorable Ashburton Cross, secrétaire d'état, candidat conservateur, a été élu pour Lancashire sud-ouest.

Londres, 7.—Sir Stafford Northcote, a adressé la parole lundi à Torquay. L'auditoire était tellement turbulente, que l'assemblée a dû être brusquement suspendue. En se rendant chez lui M. Northcote a été attaqué par les perturbateurs, mais il était escorté par ses amis qui l'ont protégé.

Londres, 7.—La reine Victoria reviendra en Angleterre jeudi, le 15 du mois, par la voie de Finsbury. A la requête de lord Beaconsfield, Sa Majesté a abrégé son voyage sur le continent ; ce dernier désire résigner aussitôt que possible.

Le bruit courait aujourd'hui que lord Beaconsfield insisterait auprès de la reine pour qu'elle confie à Gladstone le soin de former le nouveau cabinet.

Sir Hart Dyke, conservateur, a été réélu à Mid Kent.

Irwin, qui se trouvait à la tête des étudiants qui ont organisé une démonstration à Parnell, lors de son arrivée à Queenstown, a été exclu de l'école pour un an. Les autres étudiants ont reçu des remontrances.

Paris, 7.—Le manifeste du prince Napoléon est tombé comme une bombe dans le cas des cléricaux et des légitimistes. Les radicaux n'en sont pas moins mécontents parce qu'il donne plus de force au gouvernement.

Les bonapartistes sont atterrés de ce coup de tête dont ils prévoient facilement les conséquences.

La République Française, organe ministériel, exprime ironiquement son admiration pour l'adresse cossue de ce coup de tête. Il dit qu'il est très curieux de constater que le prince, en se déclarant prétendant pour la première fois, donne pleine adhésion à la politique du gouvernement. Il n'y a qu'un véritable Napoléon qui puisse exécuter une telle évolution.

Le Figaro dit que l'auteur du manifeste sera toujours le Prince, Rouget. Toutefois, dit-il, ses tendances voltairiennes ne sont pas encore assez prononcées, pour les anti-cléricaux dont il veut flatter les tentatives.

Le Gaulois, organe bonapartiste, considère que le début du prince n'est pas heureux ; et désapprouve entièrement la lettre.

Le Rappel se contente des remarques suivantes : "Bonapartistes contre bonapartistes. La république sourit à ce spectacle et se rappelle ce vieux proverbe : "Coursaire à Coursaire, l'autre s'attaquant, ne font pas leurs affaires."

Berlin, 7.—Le Prince Bismarck a donné sa démission de chancelier de l'empire, à la suite du vote donné dans le conseil fédéral sur la question de la réforme financière.

Londres, 8.—Une dépêche de Calcutta dit que le roi du Birman est mort de la petite vérole. On craint une guerre civile.

COURIER DE HULL

Hull, 7.—Le conseil de ville s'est assemblé hier soir à l'hôtel de ville ; étaient présents le maire Leduc et les échevins Eddy, Bingham, Daoust, Rochon, Graham, Isabelle, Chéné et D'Orsonnens.

L'échevin Rochon fait une motion demandant la réconsidération du rapport du comité des finances, adopté à la dernière assemblée.

Motion perdue sur division. L'échevin Rochon propose, secondé par l'échevin Chéné, que la résolution adoptée à la dernière assemblée, nommant M. McLeod avocat de la municipalité, soit reconsidérée, et que cette nomination soit annulée.

La motion est adoptée sur la division suivante : Pour—Les échevins Goyette, Rochon, Chéné, Daoust, Isabelle et le maire Leduc.

Contre—Les échevins Eddy, Graham, Bingham et D'Orsonnens.

Les règlements préparés par le conseil seront examinés par un avocat avant leur adoption.

Le conseil doit s'assembler le 14 courant pour reviser la liste des électeurs parlementaires.

M. J. B. Leduc a été nommé huissier de la bon du recorder.

CONSEIL DE VILLE

Une assemblée spéciale du conseil de ville a eu lieu hier soir.

Étaient présents : M. le maire, les échevins Heney, Lauzon, Scott, Starrs, Rogee, Harris, Egleson, Jamieson, Bobier, Christian, Saint-Jean et Masson.

Plusieurs pétitions demandant des réductions de taxes, sont déposées au bureau des cotisations.

Une pétition des cochers de voitures de place, s'opposant à certaines clauses du nouveau règlement, est déposée au comité de police, sur motion de l'échevin Starrs, secondé par l'échevin Scott.

Une lettre de M. J. T. Pennock, au sujet de la vente d'un coffre-fort, est déposée au comité des finances.

Une lettre de MM. O'Connor et Doherty, déclarant que la propriété de James Pennock avait été endommagée par un agent de la corporation est déposée au bureau des travaux.

Lecture est faite d'une lettre de l'échevin Bingham, présentant sa démission. Il expose que ses nombreuses affaires ne lui permettent pas de donner les soins voulus aux affaires de la ville.

L'échevin Scott, secondé par l'échevin Lauzon, fait motion que la lettre soit laissée sur la table pour plus ample considération.

Après quelques pourparlers la motion est adoptée.

Lecture est faite d'une pétition de M. Grossman, demandant la remise d'une amende de \$40 qui lui a été imposée pour contravention à la loi concernant les commis-voyageurs.

La pétition est déposée à un comité spécial.

Un rapport de l'échevin Lauzon, relatif à l'éclairage de la ville, est déposé au comité du feu et de l'éclairage.

Lecture est faite d'une communication de M. Lapierre, avocat de la ville, au sujet de la vente judiciaire des meubles de M. J. P. Robertson.

Sur motion de l'échevin Egleson, secondé par l'échevin Starrs, une récompense de \$200 est promise à la personne qui livrera à la justice les auteurs des deux derniers incendies.

Après avoir traité quelques affaires de moindre importance, le conseil s'ajourne.

A TRAVERS OTTAWA

Le Dr Valade vient d'être nommé l'un des médecins de l'hôpital général. C'est une bonne nomination.

—Un commencement d'incendie a éclaté, hier, dans le sous-sol du bureau de poste. Les flammes étaient éteintes avant l'arrivée des pompiers.

—La lecture du colonel Ingersoll, l'auteur de la libre pensée, qui a eu lieu, hier soir, à l'Opéra House, avait réuni à peine une centaine de curieux.

—Depuis quelques semaines, pas moins de huit cadavres ont été volés dans le cimetière de Papineauville. Les habitants sont indignés. Ils ont organisé une police et ils se proposent tout simplement de lyncher le premier voleur qui leur tombera sous la main.

—Parmi les personnes qui sont parties pour Manitoba, par le dernier train spécial, se trouvaient MM. Reel et Gwynne. Ces messieurs ont acheté 8,000 acres de terres sur la Saskatchewan, et ils se proposent de faire la culture en grand. Ils emploieront 300 ouvriers.

—Le nommé John Elliott qui était traité, depuis quelque temps, à l'hôpital protestant, pour une maladie des voies urinaires, a été à ses jours lundi soir, en se coupant la gorge avec un rasoir. Les souffrances atroces qu'il endurait l'avaient poussé à cet acte de désespoir. Le Dr Horsey, appelé aussitôt, a pansé la blessure, mais le misérable a succombé dans la journée d'hier, à la suite de l'hémorragie de l'artère carotide.

—M. le coroner Lynn a ouvert une enquête ; verdict a été rendu conformément aux faits.

—Hier soir, Mgr Duhamel a honoré de sa présence la séance mensuelle de la société Saint-Pierre, où une adresse de bienvenue lui a été lue par le président, à laquelle Sa Grandeur a répondu avec un rare bonheur. Dans le cours de ses observations, Sa Grandeur a parlé de la grande célébration du 24 juin prochain, à Québec, et elle a invité chaleureusement les membres de cette société à y prendre part. M. Stanislas Drapeau, membre honoraire de la société, et M. le Dr Valette, président de la société Saint-Jean-Baptiste, qui étaient présents à l'assemblée, furent également invités à parler, et dans leurs chaleureuses improvisations, ils parlèrent dans le sens des idées si patriotiquement exprimées par Mgr Duhamel. Après le départ de Sa Grandeur, la société a adopté une résolution conformément au désir exprimé par l'évêque, et l'assemblée s'est terminée.

—Les commerçants de bois font de grands préparatifs, en vue du prochain commencement des travaux ; partout règne la plus grande activité, MM. W. E. Edwards et Cie, de Rockland, vont réparer leur scierie, qui entrera en opération dans les premiers jours de mai. Ils ont coupé et coté hier 40,000 billos sur la Rivière Blanche.

—M. James Wood et Cie., du même village, vont réparer leurs barges ; ils pensent que les affaires seront très actives cette saison.

—M. J. A. Cameron et Cie., propriétaires des moulins de la Nation, ont fait 40,000 billos cet hiver sur la Rivière Nation. Ils font construire un atelier de machines et installent une machine à raboter. On a fait cet hiver 1,000 cordes de bois sur la rivière Nation.

On espère actuellement de Buckingham une grande quantité de bois préparé ou brut, sur les différents points des États-Unis. Les scieries de la compagnie de Buckingham, sur le Bassin du Lièvre, sont déjà en pleine opération.

PETITE GAZETTE

—Lorsque l'estomac d'un enfant est dur et enflé, c'est qu'il a des vers. Rien de ce qu'il mange ne lui fait du bien. Le nourrisseur est absorbé par les vers. Achetez une boîte de vermifuge ou Pastilles vermifuges, donnez-les à l'enfant et il sera guéri.

—Ceux qui souffrent de maladies bilieuses, d'indigestion et de constipation feront bien d'essayer les Pastilles anti-bilieuses et purgatives de Dr Harvey. Dans de certaines de ces cas, elles ont non-seulement donné du soulagement, mais opérèrent la guérison. Elles ne contiennent pas de mercure et n'exigent pas de changement de régime. Préparées par Milton H. Brissette, propriétaire, Montréal.

—Pour le soulagement des douleurs, nous croyons que la Poudre Domestique de Brown n'a pas d'égal. Elle active la circulation du sang et guérit, prise à l'intérieur ou appliquée extérieurement, plus sûrement qu'aucune autre médecine. En vente chez tous les pharmaciens. 25 c. dans la bouteille.

—La toux, le rhume ou le mal de gorge ne devraient pas être négligés. Les Trachéites Bronchiales de Brown sont un remède simple qui soulage instantanément.

—Pendant de nombreuses années, le sirop calmant de Mme Winslow pour la dentition des enfants a soutenu l'épreuve sans jamais faillir. Son effet est certain. Il règle les fonctions de l'estomac et des intestins, guérit la colique, amoindrit les douleurs, rend l'insomnie et apaise les douleurs, comme des millions de mères peuvent le certifier.

AVIS

Une copie de la liste des votants de la cité d'Ottawa a été affichée en premier lieu dans le bureau du greffier de la cité, en la ville d'Ottawa, le 1er mars 1880. Je fais maintenant appel à tous les électeurs de la municipalité de venir examiner la dite liste, et si on y découvre quelques erreurs ou omissions, de prendre de suite les mesures nécessaires pour les faire rectifier suivant la loi.

Daté à Ottawa, ce 1er jour de mars 1880.

W. P. LETT,
Greffier de la cité.

1880 NOUVEAUTÉS 1880

VENANT D'ÊTRE REÇUS, UN ASSORTIMENT CONSIDÉRABLE DE

Draps de l'ouest de l'Angleterre,

ET DE DRAPS FRANÇAIS,

TWEEDS FRANÇAIS ET ÉCOSSAIS,

Tweeds Canadiens, etc

On sollicite respectueusement la visite et le patronage du public.

Ottawa, 10 février 1880. 133 Rue Sparks

TOUS LES JOURS

GRANDE VENTE!

MARCHANDISES

Nouvelles et de Goût

CHEZ

O'DONERTY et Cie.,

110 RUE SPARKS

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

LES

Salons d'Étalage!

D'ARTICLES DE MODES

DE

MM. STITT et Cie.

SERONT OUVERTS

Jeudi, 1er Avril,

Et les dames y trouveront un choix précieux des dernières nouveautés de

Paris, Londres et New-York

COMPRENANT :

Chapeaux, Turbans, Fleurs,

Fantaisie.

NOTE

La mode est aux Turbans pour les grandes soirées, et plusieurs des dessins sont charmants. Il y en a une collection considérable des dessins les plus nouveaux chez

STITT ET Cie

58 et 55 Rue Sparks

1880 NOUVEAUTÉS 1880

VENANT D'ÊTRE REÇUS, UN ASSORTIMENT CONSIDÉRABLE DE

Draps de l'ouest de l'Angleterre,

ET DE DRAPS FRANÇAIS,

TWEEDS FRANÇAIS ET ÉCOSSAIS,

Tweeds Canadiens, etc

On sollicite respectueusement la visite et le patronage du public.

Ottawa, 10 février 1880. 133 Rue Sparks

TOUS LES JOURS

GRANDE VENTE!

MARCHANDISES

Nouvelles et de Goût

CHEZ

O'DONERTY et Cie.,

110 RUE SPARKS

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

LES

Salons d'Étalage!

D'ARTICLES DE MODES

DE

MM. STITT et Cie.

SERONT OUVERTS

Jeudi, 1er Avril,

Et les dames y trouveront un choix précieux des dernières nouveautés de

Paris, Londres et New-York

COMPRENANT :

Chapeaux, Turbans, Fleurs,

Fantaisie.

NOTE

La mode est aux Turbans pour les grandes soirées, et plusieurs des dessins sont charmants. Il y en a une collection considérable des dessins les plus nouveaux chez

STITT ET Cie

58 et 55 Rue Sparks

SAINE LOGIQUE.

Ne laissez jamais l'heure passer sans vous occuper de votre santé.

LA GRANDE PANIQUE A PHIS PH!

Durant les prochaines semaines mon aura sera

Grande Vente d'Egan!!

LA VENTE COMMENCERA

JEUDI, le 26 du courant

Et se terminera une ou deux heures seulement

C. EGAN et Cie.

557 et 559 Rue St-Jasques

Établissement des deux Pavillons de Commerce

Pour les détails voir le prospectus

AVIS DE DEMENAGEMENT

Vers le 5 Avril courant.

MM. DAWES et Cie.

Transporteront leur établissement d'emouteillage au

No. 883 rue Wellington, (coin de la rue Bay.)

Porte voisine de la glacière de M. l'échevin Christian.

JAS. POCKLINGTON,
Gérant.

Harnais, Selles, Malles, Valises,

Etc., etc., etc.

Les soussignés informent leurs amis et le public qu'ils ont fabriqué durant l'hiver, et offrent maintenant en vente, un magnifique assortiment de

Harnais, Selles, Malles, Harnais pour les chantiers et la ferme. Harnais pour charrettes écossaises, Harnais de travail, Colliers, Selles de dressage, Couvertures de chevaux de toute description, etc., etc., etc.

VOUS CUIR A HARNAIS COUPE A ORDRE OU EN QUANTITÉ

Spécialité de GENOUILLÈRES POUR LES CHEVAUX sujets à se blesser ou pour ceux qui font de longs trajets.

Ceux qui auraient besoin d'articles dans notre branche feront bien de venir inspecter notre stock. Nous offrons des avantages tels qu'ils devront avoir pour résultat d'établir des relations satisfaisantes entre nous et le public.

S. & H. BORBRIDGE,
88 et 90, coin des rues Rideau et Mosgrove,
BASSE-VILLE, OTTAWA

Ottawa, 20 mars 1880.

P. BASKERVILLE ET FRÈRES

Epiceries, Vins, Liqueurs et Provisions

A DES PRIX QUI NE PEUVENT PAS ÊTRE SURPASSÉS.

Les importations considérables que nous faisons sont une preuve suffisante pour assurer nos clients que nous pouvons leur donner une bonne valeur pour leur argent

MARCHANDISES SUPÉRIEURES

Cotons gris, Cotons blancs

Toile écarlate

BRYSON & Cie.

150 Rue SPARKS.

Vente sans réserve, pour argent comptant

La vitrine de votre voisin

Tout le monde doit aller voir la vitrine de M. BOYDEN et les belles marchandises qui y sont exposées, et au nombre desquelles on peut admirer des tables de jeu de fantaisie, des chaises de luxe, des étagères, des meubles de salon, et tout ce qu'on peut imaginer de plus élégant en fait de buffets de salle. Aller rue Sussex et examiner.

JOSEPH BOYDEN,
Variety Hall et Magasin de Meubles, 532 et 534, rue SUSSEX.

A. SWALWELL,

ENTREPRENEUR DE POMPES FUNEBRES

DE PREMIÈRE CLASSE.

CARRE DU MARCHÉ, BASSE-VILLE. 156 RUE SPARKS, HAUTE-VILLE.

MAISONS A LOUER

Une RÉSIDENCE en brique, contenant 10 appartements, avec remise et jardin, No. 152 rue Dalhousie; loyer, \$10 par mois.

Un MAGASIN et RÉSIDENCE, No. 170 coin des rues Dalhousie et Water; loyer, \$12 par mois.

Pour plus ample information, s'adresser à Madame H. PINARD, 84 rue Water, Ottawa, 23 juin 1879

L. A. Olivier

AVOCAT.

Bureau—Encoignure des rues Rideau et Sussex, Block d'Egleson, Ottawa, Ont.

ARGENT A PRÊTER.

Ottawa, 23 juin 1879

